

Monsieur le Président, l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique et celle du Kampuchea par le Vietnam continuent de défier les résolutions adoptées par cette Assemblée. Les pays de l'ASEAN ont mis de l'avant, la semaine dernière, des propositions constructives en vue de trouver une solution au problème du Kampuchea. Sur la question de l'Afghanistan, d'autre part, le Secrétaire général et son représentant personnel se sont efforcés d'amener les parties à engager un dialogue véritable. Mais l'obtention d'une solution équitable nécessitera de l'Union soviétique qu'elle fasse montre d'un sens plus grand des responsabilités.

Le Canada a participé à quinze forces de maintien de la paix et équipes d'observation de l'ONU. Le maintien de la paix peut être un instrument important de promotion du règlement pacifique des différends. Ainsi, la présence de la Force des Nations Unies à Chypre a empêché la reprise des luttes intercommunautaires et a contribué à maintenir l'ordre public. Cependant, il n'y a encore aucune solution aux problèmes fondamentaux de l'île. Le Secrétaire général et son représentant ont récemment présenté des idées valables sur les façons de parvenir à un règlement. Mais aucun règlement juste et durable ne saurait intervenir tant que les parties elles-mêmes ne seront pas disposées à s'engager sérieusement à négocier. L'établissement de la paix doit être considéré comme le pendant du maintien de la paix.

La situation alarmante qui sévit en Amérique centrale continue de nous préoccuper. Les solutions politiques aux problèmes de la région tardent à venir. C'est pourquoi nous avons accueilli favorablement l'initiative du Groupe de Contadora en vue de trouver une voie de réconciliation, de concert avec les cinq pays d'Amérique centrale. Nous sommes persuadés que seuls les pays de la région peuvent trouver des solutions durables à leurs problèmes; cette approche est d'ailleurs tout à fait conforme à l'esprit de la Charte des Nations Unies. L'initiative du Groupe de Contadora fournit un cadre de stabilité et de coopération qui permettra de s'attaquer aux problèmes de la région de manière plus constructive qu'en ayant recours à des moyens militaires.

Le succès de cette initiative dépendra avant tout de la réaction concrète de toutes les parties intéressées à l'offre de "démilitarisation vérifiable" présentée à point nommé par le Président Reagan. Il y a eu des réactions du Nicaragua et de Cuba, mais, jusqu'à présent, aucun dialogue ni diminution de l'activité militaire. Ces éléments sont essentiels à un règlement véritable de la situation en Amérique centrale. Le Canada apporterait son soutien à des